

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Jacques FRANCISQUE

Autour de la question sociale :
I : La plaie

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1905, tome 7, p. 207-214

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

AUTOUR DE LA QUESTION SOCIALE

I. La plaie

Souventes fois les *Echos* ont marqué, avec force démonstrations à l'appui, la nouvelle orientation de l'action catholique. Ils ont dit quel esprit courageux et dévoué, quelle grande science d'adaptation aux différents milieux, quelles vastes connaissances et surtout quel amour des petits et des travailleurs devaient animer le vrai apôtre dans la crise que nous traversons. Ils ont dit qu'un dévoûment actif et constant aux œuvres sociales pouvait seul assurer à l'apostolat religieux ou laïque sa fécondité régénératrice. Et les *Echos* n'ont pas été seuls à prêcher le devoir social. Malgré quelque divergence de méthode, la presse catholique presque entière s'est levée pour obéir au geste puissant du Pape Léon XIII, scandant l'élaboration, puis l'acceptation dans le domaine catholique du principe de la *démocratie chrétienne*, puis s'abaissant en bénédiction sur les martyrs de la glèbe et de l'atelier, geste que continue dans sa clairvoyante sagesse son successeur Pie X. Et pourtant, malgré tant de voix éloquents, tant de cris d'appel, combien ne l'ont pas encore compris ou, du moins, n'ont rien fait pour réaliser dans la pratique les enseignements rédempteurs des deux grands Pontifes ? Laïques, ils sont trop absorbés par leurs affaires personnelles ; prêtres, ils croient pouvoir se désintéresser de la question sociale comme n'étant pas de leur domaine : les uns et les autres, ils s'illusionnent terriblement. La routine de milieu ou d'école, les empêche d'élargir les horizons et de se rendre un compte exact de la situation et des idées du temps présent. Ils vivent autant qu'il leur est possible en dehors des aspirations de la société contemporaine qui apprend ainsi à se passer d'eux... et le mal grandit toujours.

Voilà pourquoi il n'est pas inutile de revenir sur cette question déjà si souvent traitée, d'y insister plus que jamais. En Valais, le moment est décisif ; il s'agit de faire entrer le Christ dans l'organisation industrielle qui s'élabore. Pour cela, il faut agir, sinon le socialisme emportera d'assaut la citadelle dont il attaque déjà les premiers bastions. Fasse le ciel qu'on le comprenne avant d'être réduit au rôle de Jérémie pleurant, à Babylone, les rives fleuries du Jourdain.

...Car, il n'y a pas à se faire illusion, la question sociale existe, elle est là frémissante et pleine de points d'interrogation. Les premières manifestations qu'elle donne, les révoltes et les grèves, les bombes et les assassinats, en sont des preuves trop palpables. On en veut à tout, à la religion à la famille, au culte de la patrie, à l'ordre social lui-même. Entre le prolétaire et le capitaliste il y a une rivalité terrible et cette rivalité grandit, grandit...

Et l'épouvante nous saisit à la pensée de ce qui pourrait advenir à la société de demain si la situation continuait à empirer ! Car le programme du parfait socialiste le dit brutalement :

« L'abîme qui sépare la bourgeoisie des travailleurs ne peut-être comblé que par des cadavres ! Nous serons le gouvernement ou bien nous détruirons tout. Oui ! Nous seuls, ou le néant absolu !... »

Si nous voulons étudier le mal dans sa genèse et ses progrès, il nous faut historiquement remonter bien haut, car un état de choses aussi anormal ne s'est pas créé d'un coup ; il a fallu, aux principes qui l'ont dictés, le temps de s'élaborer et de passer dans l'ordre des faits. Ainsi au moyen-âge, une admirable organisation professionnelle mettait l'artisan à couvert de la concurrence et de l'égoïsme des patrons

en même temps qu'elle assurait la loyauté de l'industrie et jusqu'à un certain point, la liberté du travail. Mais les réglementations les plus bienfaitantes tombèrent à mesure que s'en allait l'esprit chrétien qui les avait inspirées et que chassaient les idées païennes de la Renaissance. Victimes de l'œuvre néfaste des légistes, frappées par les décrets successifs, de Philippe-le-Bel, de Charles VI et d'Henri III, les corporations ouvrières avaient déjà vu leurs droits s'amoinvrir chaque jour, quand, sous François I^{er}, par suite de la suppression des « confréries » l'esprit religieux baissa considérablement, en attendant que le scepticisme voltairien vint prendre la place.

L'organisation corporative était le soutien et la protection de la petite industrie ; on crut qu'elle en était une entrave et en mars 1791 on la supprima définitivement. En rendant ainsi au travail son ancienne liberté, la Constituante était persuadée qu'elle ouvrait pour les populations ouvrières et agricoles une ère de prospérité. Mais l'idéal que la Révolution rêvait pour la classe des travailleurs ne se réalisa pas, car, dans toute l'effervescence de sa complète émancipation, le prolétaire n'eut plus qu'un but : arriver ! c'est-à-dire se créer une position qui lui permette à lui aussi, de vivre du travail commun. Mais les talents, les conditions sociales, les énergies humaines, sont bien différents : seuls, quelques travailleurs acharnés, quelques spéculateurs plus débrouillards *arrivèrent*, tandis que la grande masse, vaincue dans cette lutte inégale, roula plus bas encore dans la fosse aux misères.

Le principe de la liberté du travail proclamé par la Révolution ouvrait la porte aux horreurs de la concurrence ; il produisit le régime capitaliste et l'inégalité sociale d'aujourd'hui. Résultat désastreux contre lequel les socialistes n'ont pas assez d'anathèmes et que tous les économistes sont forcés de reconnaître comme funeste à la prospérité populaire.

« Le capital augmente, s'écrie l'un d'eux, la richesse s'accroît et la faim devient plus tenaillante, la misère plus profonde et plus loqueteuse en bas... (1)

« L'augmentation de la richesse, remarque un autre, a été accompagnée du débordement du paupérisme et au milieu de sociétés en possession de tous les moyens de satisfaire les besoins les plus raffinés, des classes entières semblent fatalement condamnées à la misère et au crime... Les richesses s'accablent par masses entre les mains d'une minorité, tandis que la multitude se trouve exposée aux extrémités du dénuement. (2)

De cet état de choses résulte nécessairement la rivalité des classes; or, avouée ou non, elle existe et l'accord n'est pas sur le point de se faire. Dans l'état social actuel il est même presque impossible. Un simple coup d'œil jeté sur les deux camps opposés suffit pour nous en convaincre.

Voyez le brave travailleur qui sue du matin au soir, qui dépense à un labeur pénible et mal rétribué toutes les forces vives de son âge mûr et qui n'arrive qu'à grand peine à lier les deux bouts. S'il a de la famille, il ne peut l'entretenir qu'en se privant souvent du nécessaire. Viennent les accidents, les maladies, les chômages forcés et le voilà dans la misère et l'abandon ! Comment, dans ces conditions, mettra-t-il quelque chose de côté pour ses vieux jours ?..... Et pourtant l'épargne s'impose.

Après une enquête sérieuse faite dans la classe ouvrière M. L. Comte était amené à cette conclusion :

« L'épargne n'est possible que pour les ouvriers appartenant à un corps de métier, encore faut-il qu'ils ne connaissent ni le chômage, ni la maladie... Il faut encore que

(1) Louis Comte : Le Socialisme moderne, son programme économique et politique.

(2) M. de Molinari : L'évolution économique au XIXe siècle.

le ménage n'ait pas de vieux parents à nourrir ou qu'il consente — ce qui est dur pour un homme de cœur — à les laisser à la charge du bureau de bienfaisance ou de la charité privée. ⁽¹⁾

Dans ces conditions, pour l'ouvrier la joie de vivre n'est pas ; il traîne une existence misérable sans espérance et sans consolations. C'est l'esclavage antique ressuscité, moins le nom. Les socialistes le proclament suffisamment :

« Dans le système de production capitaliste qui, de plus en plus, envahit les compartiments de la vie sociale, dont il évince rapidement la petite industrie, le petit commerce et la petite propriété, il n'y a plus de place pour la liberté. Ce qui domine déjà aujourd'hui, ce qui sera le fait général demain, c'est l'asservissement de tous les travailleurs à des exploiters anonymes aussi puissants qu'irresponsables, aussi avides qu'impitoyables. » ⁽²⁾

Et l'on voudrait que, docilement, l'ouvrier courbât l'échine, qu'il respectât un état social qui tolère une semblable monstruosité !!!... mais, s'il s'insurge, c'est parfois son droit car, lui aussi, a droit à la justice, il faut qu'on la lui rende.

Et si, en regard de ce prolétariat esclave, nous plaçons l'oligarchie omnipotente et tyrannique de la finance, quelle antithèse !

En effet, quel siècle a jamais vu des fortunes aussi scandaleuses s'entasser dans les mêmes mains. N'est-ce pas une honte pour notre civilisation que des hommes, pantins de la finance, puissent impunément se vautrer dans l'or et trafiquer des millions alors que, chaque jour, à côté d'eux, des êtres humains meurent de faim. Ecore, si ces richesses étaient légitimement acquises, mais souvent ce n'est pas le cas. Un fait : Il y a quelques années, Jay Gould, voulant

⁽¹⁾ L. Comte : Ouvrage cité.

⁽²⁾ Benoit Malon : Socialisme intégral (2e vol. page 13)

récompenser le dévouement d'une communauté religieuse lui offrit un cadeau d'une grande valeur, mais la congrégation jugea qu'en conscience elle ne pouvait accepter un argent acquis par d'aussi louches procédés et elle refusa. — D'autres fois, au lieu d'être des forbans de la bourse, les détenteurs de ces fortunes colossales ne sont que de simples libertins, des imbéciles et des débauchés qui, non seulement n'ont rien fait pour l'acquérir, mais encore ne savent la conserver. Il en sont les victimes et meurent dans l'orgie.

Aussi ceux des ploutocrates qui ont conservé quelques notions de justice se rendent assez compte du scandale de leur condition sociale.

N'est-ce pas l'un d'eux qui, dans un moment de franchise s'écriait : L'homme qui meurt riche meurt déshonoré.¹ D'autres sont réduits à user les plus curieux expédients pour légitimer leurs millions accumulés. En voici un exemple :

« L'Évangile de la richesse, écrit un milliardaire américain, n'est que l'écho des paroles du Christ. Il invite le millionnaire à vendre tout son bien et à le donner aux pauvres sous la meilleure et la plus haute forme *qui est de l'administrer lui-même* pour l'avantage de ses compagnons, avant d'être appelé à se coucher dans la tombe et à se reposer dans le sein maternel de la terre. »²

Ce ne sont pas ces ingénieux raisonnements qui feront excuser aux riches leurs millions. Il faut d'autres remèdes...

En attendant, voyant qu'on ne lui rend pas justice, le forçat de l'usine et de l'atelier poursuit de sa haine une organisation économique viciée. Certes, nous sommes loin de justifier les lanceurs de bombes et les chevaliers du

¹ Cité par M. l'abbé F. Klein dans son ouvrage : Au pays de la Vie intense.

² André Carnegie : L'Évangile de la richesse.

poignard, mais dans la crise actuelle, les pirates de la spéculation, les banquiers richissimes que l'on voit évoluer de ci, de là, en une ronde infernale autour du Veau d'Or, sont-ils plus innocents ? Ah ! M. Jaurès avait bien raison lorsque, à la tribune de la Chambre, il s'écriait :

« Le jour où le même navire emportera vers la terre fiévreuse de la relégation le politicien véreux et l'anarchiste meurtrier, ils pourront lier conversation, ils s'apparaîtront l'un à l'autre comme les deux aspects complémentaires d'un même ordre social. »

Il y a, entre ces deux extrêmes, un antagonisme irréductible. Pour que la paix se fasse, il faut qu'il y ait entre eux, un rapprochement ; or, dans notre organisation, ce rapprochement est impossible de la part de l'ouvrier, car « force humaine de travail que l'on n'emploie et que l'on n'entretient que dans la mesure où elle est demandée par la production, les ouvriers se sont vus exproprier de leur seul moyen d'existence, le travail, par la force non humaine de travail que représente la machine, c'est-à-dire le capital. »¹

Le rapprochement n'est guère plus possible de la part des patrons, comme l'ont démontré MM. J. Guesde et P. Lafargue : « Dans la lutte ou concurrence qui sévit entre les industriels, disent-ils entr'autres, la victoire est à ceux qui auront extrait le plus de travail non-payé à leurs ouvriers, parce que leur prix de revient ainsi diminué, c'est eux qui pourront livrer à meilleur marché et monopoliser la clientèle. »²

Le paupérisme, l'inévitable misère, d'une part, d'autre part les nécessités de la libre concurrence, voilà donc les barrières qui s'opposent à la réconciliation des classes. Et

¹ Jules Guesde : Le collectivisme, conférence, (page 7.)

² Jules Guesde et Paul Lafargue : Commentaire sur le programme du parti ouvrier (page 15).

pourtant, il faut que l'accord se réalise, sans quoi c'est la guerre, c'est un bouleversement tel que la révolution de 89 n'en aura été qu'une faible image.

Comment éviter la révolte suprême, le chambardement général, comment rétablir plus de justice entre les hommes et d'égalité dans leurs conditions d'existence, là est toute la fameuse question sociale, problème dont la solution donnera aux principes en vertu desquels il sera résolue, la prépondérance pour de longs jours...

(A suivre)

Jacques FRANCISQUE